

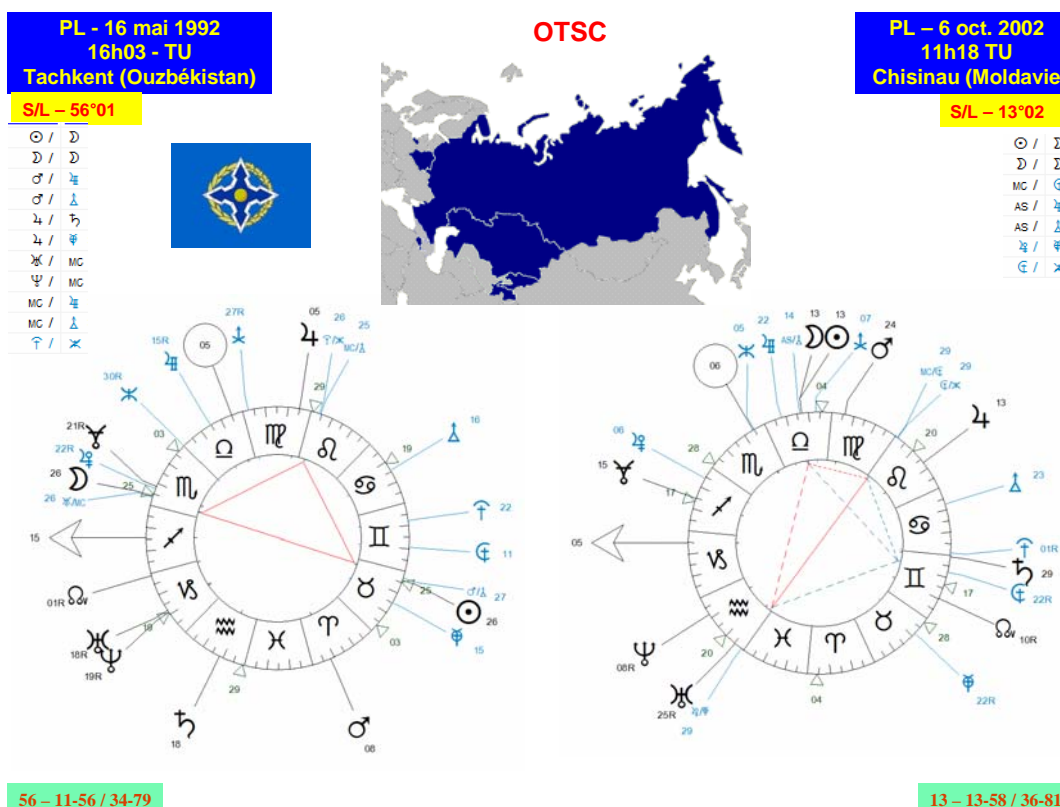
On peut distinguer trois phases dans les guerres qui ravagent la Syrie depuis le début de l'année 2011. D'abord une tentative des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni de placer les Frères musulmans au pouvoir (de février 2011 à la première conférence de Genève en juin 2012). La conjonction Jupiter-Uranus de janvier 2011 préside à cette première phase, ainsi qu'à l'ensemble des mouvements qui se déclenchent alors à travers le monde arabe et que l'on désigne sous le terme journalistique de « Printemps arabe ». Ensuite vient la guerre des mercenaires (de la Conférence de Paris des Amis de la Syrie en juillet 2012 à la seconde Conférence de Genève en janvier 2014). Puis la tentative d'installer le chaos par l'Émirat islamique (de juin 2014 à septembre 2015). L'offensive foudroyante de Daech au printemps 2014 est placée astrologiquement sous le signe de la sinistre figure Uranus/Zeus=Hadès/Vulcanus – toujours active à l'automne 2015. Enfin, l'intervention militaire russe en Syrie à partir du 30 septembre 2015 change la donne et elle coïncide peut-être avec ce qui pourrait marquer le début d'une guerre civile en Turquie.

L'intervention militaire russe en Syrie a commencé, à partir de la base de Lattaquié, le 30 septembre 2015 à 15h. La clé du thème est la conjonction des deux axes Uranus/Zeus=Hadès/Vulcanus (à 18° Cancer), qui est le signe d'une offensive foudroyante et destructrice, d'une intense violence. Le réseau des ondes énergétiques liées à cette figure évoque à la fois la réussite vraisemblable de l'opération menée avec détermination par l'armée russe et la situation critique où elle plonge l'ensemble des forces terroristes actives sur le sol syrien. Le tableau évoque aussi le risque d'un recours à des gaz mortels et la haine durable que cette intervention salutaire vaudra sans doute à l'égard de la Russie de la part des partisans d'un califat islamique.

LES RAISONS DE L'INTERVENTION RUSSE

On observe depuis l'été dernier un changement de stratégie des États-Unis, au moment où la Maison-Blanche s'oppose aux manœuvres du général John Allen, qui s'était engagé auprès du président Erdogan à créer une « zone de sécurité » pour l'Émirat islamique au nord de la Syrie. La coalition conduite par Washington contre Daech s'est alors engagée par un bombardement massif en coordination avec l'Armée arabe syrienne pour défendre Hassaké, ce qui a permis d'éliminer environ 3 000 djihadistes. Mais dans le même temps s'est opéré un brutal revirement de la Turquie vis-à-vis de la Russie, avec l'annulation sans motif du contrat du gazoduc *Turkish Stream* et avec la création, conjointement avec la junte de Kiev, d'une Brigade islamique internationale destinée à déstabiliser la Crimée ; cette force, constituée de combattants d'Al-Qaïda et de Daech, est stationnée à Kherson, sur le Dniepr, à proximité de la mer Noire. Enfin, la Turquie soutient l'Émirat islamique contre les Kurdes du PKK (en Turquie) et de l'YPG (en Syrie).

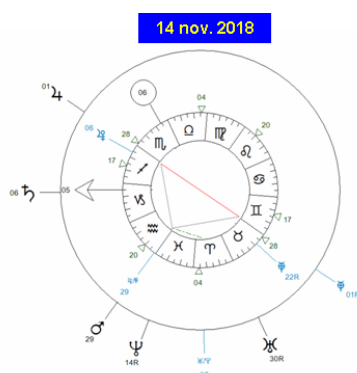
Face à cette menace, la Russie envisage non pas simplement de « réduire » Daech, mais de vaincre tous les djihadistes, qu'ils se réclament de l'Émirat islamique, d'Al-Qaïda, du Front islamique ou de toute autre organisation. Les Russes attaquent la totalité des groupes armés qui sèment la terreur en Syrie, et les Occidentaux ne peuvent plus cacher que la « Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution » soutient de fait les djihadistes. En s'accrochant au mythe du « Printemps arabe », qu'ils ont eux-mêmes créé et eux-mêmes détruit, les Occidentaux ont perdu contact avec la réalité et font preuve d'une inquiétante attitude schizo-phrénique : ils prétendent soutenir un mouvement démocratique hostile au président Bachar el-Assad, qui apparaît pourtant aujourd'hui comme le meilleur champion contre les djihadistes.



Fondamentalement, l'intervention russe est avant tout une intervention préventive pour protéger les États membres de l'OTSC de futures attaques djihadistes en préparation. L'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) est une alliance militaire classique de six anciens États membres de l'Union soviétique (Biélorussie, Russie, Arménie, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizistan). Le Traité de sécurité collective, encore appelé Traité de Tachkent, a été signé le 15 mai 1992. Le 7 octobre 2002, à l'occasion des réformes de la CEI, les pays signataires du TSC signèrent une Charte à Chisinau, en Moldavie, stipulant la création de l'OTSC, dont les missions sont les suivantes : garantir la sécurité collective des États membres de la CEI ; la coopération militaire entre les États membres ; défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres ; maintenir la paix, la sécurité et la stabilité dans la région ; lutter contre le terrorisme, contre la prolifération d'armes de destruction massive et contre la criminalité transnationale (trafic d'êtres humains et immigration clandestine, trafic d'armes et de narcotiques). Le 15 septembre 2015 s'est tenue à Douchanbé (Tadjikistan) la réunion annuelle des chefs d'État de l'OTSC. Le président russe, Vladimir Poutine, a présenté à ses collègues les études réalisées par ses armées sur la possibilité de combattre dès à présent le califat, avant qu'il n'entre massivement dans le territoire de l'OTSC. Il ne les engageait pas à soutenir les ambitions de la Russie en Syrie, mais bien à répondre à une menace directement dirigée contre l'OTSC.

Les deux thèmes de l'OTSC (celui de 1992 à Tachkent et celui de 2002 à Chisinau) affectent les mêmes zones de 26°-28° des signes Fixes et de 11°-13° des Cardinaux, en résonance avec le carré Soleil-Saturne des États-Unis (à 12° Cancer-Balance). En septembre et octobre 2015, au début de l'intervention en Syrie, Pluton transitait au carré de la lunaison (à 13° Balance).

Dans le thème de 1992, les axes MC-Uranus et MC-Neptune sont conjoints à la Lune (26° Scorpion), ce qui pourrait indiquer un certain manque d'assurance ou un risque de tromperie envers le peuple. Mais par ailleurs, les implications de Mars, Vulcanus et MC évoquent un sentiment de puissance, une grande force et une activité intense.



Pour le thème de 2002, le tableau général n'est guère encourageant. Il est question de renoncement, de dissolution et d'éclatement d'une communauté, d'une grande affliction soudaine, de subir la violence d'autrui. Il est certes prévisible que les tenants du djihadisme international et leurs soutiens divers tâcheront de faire payer chèrement à la Russie et aux pays d'Asie centrale leur engagement anti-terroriste en Syrie. Relevons un transit où pourrait se produire potentiellement un éclatement de l'alliance : en novembre 2018, l'axe Cupidon/Admète (à 29° Verseau) sera transité par Mars au double carré d'une opposition Jupiter-Admète (à 1° Gémeaux-Sagittaire) ; dans le même temps, le mi-point Uranus/Neptune (symbole de scission) se trouvera à 7° Bélier, au carré de l'Ascendant transité par Saturne.

Le déploiement russe vise également à éviter un plan américain d'imposition d'une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie – qui aurait provoqué un changement de régime : afin de prévenir le plan américain (analogue à celui de la Libye en 2011), les Russes se sont précipités pour mettre à exécution leur propre déploiement, ce qui confirme leur capacité d'agir avec une rapidité foudroyante, comme ce fut déjà le cas lors de la guerre de Géorgie en 2008, puis de l'opération de Crimée en 2014. Ainsi, la campagne anti-terroriste de la Russie en Syrie tue directement dans l'œuf la grande stratégie américaine. L'intervention de la Russie vise à inverser la déstabilisation engendrée par les États-Unis et à restaurer l'ordre au point culminant syro-irakien de l'Arc du chaos. En effet, la stratégie américaine implique une théorie destructrice des « Balkans eurasiens », c'est-à-dire le grand arc de terres qui s'étend de l'Afrique du Nord à l'Asie centrale, considéré comme mûr pour y semer des conflits ethniques et sectaires. Cela en conformité avec la doctrine Wolfowitz du statut d'unique superpuissance pour les États-Unis, qui enjoint d'empêcher la consolidation d'une grande alliance eurasiatique entre la Russie, la Chine et l'Iran. Si la guerre d'Irak de 2003 avait été conçue à Washington comme le détonateur géopolitique pour déclencher une guerre présumée devoir finir par englober la Russie, la Chine et l'Iran, la défense farouche de sa souveraineté par le régime syrien a stoppé jusqu'à présent les projets des États-Unis.

LES LIMITES ET LES MODALITÉS DE L'INTERVENTION

La Russie n'est pas le gendarme du monde, elle ne dispose pas, à l'inverse des États-Unis, d'un réseau de bases à travers le monde. Son armée est conçue pour fonctionner à moins de 1 000 km de la frontière russe. En outre, le président n'a pas le mandat légal d'utiliser les forces armées pour résoudre les crises étrangères. Le pouvoir réel de Vladimir Poutine réside dans le soutien de l'écrasante majorité du peuple russe.

Il se trouve que la Russie a déjà empêché une attaque américaine prévue sur la Syrie (le 31 août 2013) en envoyant une force navale opérationnelle au large de la côte syrienne et en suggérant que la Syrie se débarrasse de son arsenal d'armes chimiques parfaitement inutiles. Aujourd'hui, en cas de menace réelle d'un renversement du gouvernement syrien, le premier à intervenir serait le Hezbollah, suivi par l'Iran : il n'y a pas besoin pour cela de forces russes. Ce qui est en cours, c'est une opération légale, suite à une demande d'assistance militaire formelle de la part du gouvernement syrien. L'autorisation d'intervenir a été donnée par le Parlement russe au président et la Russie a sollicité une autorisation du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Il ne devrait pas y avoir d'intervention terrestre des Russes, ni d'imposition par la Russie d'une zone d'exclusion aérienne, même si l'effort militaire russe pourra servir de couverture à une implication sur le terrain de forces du Hezbollah et d'un soutien iranien.

C'est dès le début de l'été 2015 que l'intervention russe en Syrie a été mise au point ; le début des opérations (le 30 septembre, à 15h) a pris tout l'*establishment* politique occidental au dépourvu. Les bombardiers russes détruisent tout ce qui accroît la capacité de l'Émirat islamique à faire la guerre : arsenaux de munitions, dépôts de carburant, matériel militaire lourd, postes de commandement, lignes d'approvisionnement. Alors que la coalition américaine, mise en place depuis plus d'un an, n'a aucun plan détaillé, faute d'une bonne coordination et du fait d'une méconnaissance de l'ennemi ; en outre, son but est de démoraliser les combattants de l'Émirat islamique, non de les détruire. Les Russes ont réussi à créer un vaste réseau de renseignement sur le terrain et leur but est d'éradiquer l'Émirat islamique.

Cette opération de l'armée russe en Syrie constitue par ailleurs une manifestation de puissance qui vient bouleverser l'équilibre stratégique mondial. En effet, l'armée russe dispose d'un système de brouillage capable de rendre l'Alliance atlantique sourde et aveugle. Le développement militaire russe des dernières années a placé la Russie en avance de plusieurs générations sur les États-Unis, rendant obsolètes le système des porte-avions gigantesques *made in USA* ; cette démonstration de la technologie russe sonne la fin du monopole américain sur les missiles de croisière à longue portée, si bien que, malgré un budget bien supérieur, les États-Unis viennent de perdre leur domination militaire. Cette performance a attisé la discorde à Washington ; cependant, il est trop tôt pour dire si elle sera favorable au président Obama ou si elle sera utilisée par les « faucons libéraux » pour justifier un accroissement du budget militaire.

Toutefois, si impressionnante que puisse être la démonstration sur le plan militaire, les objectifs de la Russie sont essentiellement politiques : il s'agit de stabiliser le pouvoir légitime en Syrie et de créer les conditions propices à un compromis politique. Pour ce qui est de l'offensive anti-djihadiste sur le terrain, si la campagne aérienne russe est efficace et terriblement perturbatrice pour l'État Islamique, l'offensive syrienne demeure lente et hésitante. Contrôlant 80% du territoire et 20% de la population, les forces de Daech sont contraintes désormais à se camoufler et à se disperser, de jour comme de nuit ; ces forces aux abois trouvent un refuge derrière les frontières turques, irakiennes, libanaises et jordaniennes. On peut s'attendre de la part de Daech à une riposte prenant la forme d'une *atrocité russe* sous fausse bannière, par exemple le bombardement d'une clinique ou d'un hôpital, ou une attaque chimique sur des réfugiés en train de fuir – dont on ferait porter la responsabilité sur les Russes. En cas de succès syrien, il est probable que les puissances occidentales réclameront une conférence de paix, afin de sauver Daech de la destruction complète, de la même façon que les accords de Minsk ont sauvé la junte de Kiev d'une défaite militaire.

C'est autour d'Alep que se déroule, un mois environ après le début de l'intervention russe, une bataille décisive. Alep, qui abrite environ trois millions de personnes, est contrôlé à l'ouest par Damas, au nord par les Kurdes du PYD, à l'est par le front al-Nosra et le groupe salafiste Ahrer al-Sham. Le 16 octobre, l'armée arabe syrienne (AAS), soutenue par les forces irakiennes et iraniennes et la force aérienne russe, a lancé une attaque surprise au sud et à l'est d'Alep. Après une progression rapide, le rythme s'est ralenti. L'objectif est de couper les voies d'approvisionnement des djihadistes en remontant jusqu'à la frontière turco-syrienne. Le 2 novembre, l'armée d'Assad a pris le contrôle d'un point de passage considéré dès le début de cette bataille comme stratégique, Al-Hadher au sud d'Alep.

Ce positionnement à l'intersection des routes de la région devrait à la fois bloquer le déplacement des groupes terroristes, et faciliter le mouvement des troupes syriennes en vue de la libération totale de la ville et de la région.

LE RETOUR DE LA DIPLOMATIE

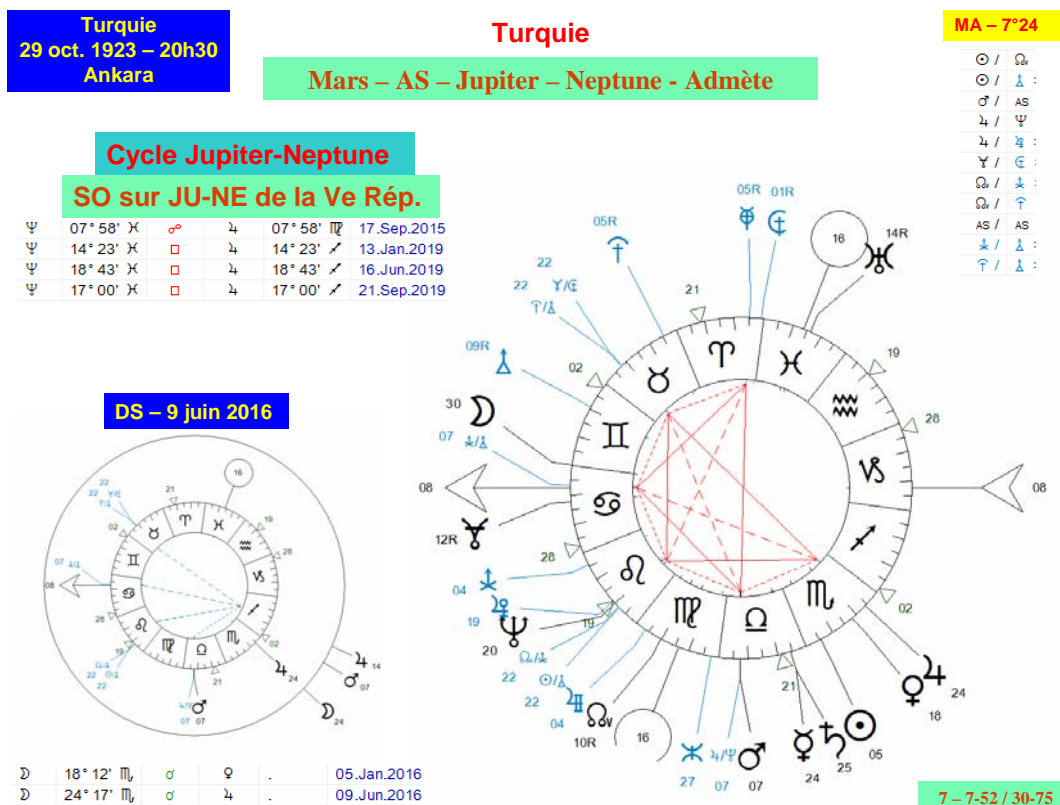
Pour le moment, Vladimir Poutine et Barack Obama agissent de concert face aux faucons libéraux et aux néo-conservateurs américains. En effet, les groupes terroristes islamistes, encouragés par la CIA depuis les années cinquante, menacent aujourd'hui non seulement la stabilité de la région, mais les intérêts des États-Unis eux-mêmes. Cette intervention manifeste la volonté russe de jouer un rôle au Moyen-Orient, non pas contre les États-Unis, mais avec eux. Loin de défier le président Obama, la Russie entend au contraire lui fournir l'assistance militaire qui lui fait défaut alors que le Pentagone est devenu le champ clos d'affrontements internes et que certains des alliés des États-Unis tentent d'imposer des objectifs divergents. Ainsi, par exemple, Laurent Fabius, qui a récemment admis que l'objectif de la France et de ses alliés en Syrie —Turquie et Arabie saoudite— n'était pas de lutter contre Daech, mais contre la vision russe des relations internationales. Ainsi, Moscou et Washington sont convenus d'appliquer aujourd'hui l'accord qu'ils avaient conclu en 2012 — et que Hillary Clinton, Petraeus, Allen, Feltman, Hollande et Fabius ont saboté : se partager les responsabilités dans le monde arabe.

Les négociations multilatérales du vendredi 23 octobre à Vienne, réunissant les ministres des Affaires étrangères de Russie, des États-Unis, de la Turquie et de l'Arabie saoudite, ont constitué une belle victoire diplomatique pour la Russie, qui est en train de construire une véritable coalition régionale anti-Daech et alliée aux forces du gouvernement syrien. Trois jours plus tôt, le 20 octobre, Bachar el-Assad était reçu à Moscou pour un entretien portant vraisemblablement sur l'application d'un plan russo-américain conclu fin septembre 2015, juste avant l'intervention militaire russe en Syrie. Cette visite d'Assad à Moscou se singularisait par des particularités assez extraordinaires : le président syrien a d'abord eu un long entretien de trois heures avec Vladimir Poutine entouré de ses ministres des Affaires étrangères (Serge Lavrov) et de la Défense (Serge Shoigou) ; ils ont été rejoints ensuite pour un dîner privé par le Premier ministre Dimitri Medvedev, flanqué du chef du Service de renseignement extérieur russe (Michel Fradkov) et du président du Conseil de sécurité (Nicolas Patrouchev) – des personnalités que ne rencontrent pas habituellement les chefs d'État. Cet accueil ne signifie pas que les Russes soutiennent Assad personnellement ; ce qu'ils prônent, c'est le respect du droit du peuple syrien d'être le seul à décider qui doit être au pouvoir en Syrie. La question en jeu est celle d'une alliance importante et à long terme entre la Russie et la Syrie.

LE JEU TROUBLE DE LA TURQUIE ET LA QUESTION KURDE

Ce qui fait de la scène moyen-orientale un théâtre particulièrement complexe, c'est le renversement constant des alliances, au gré des fluctuations internes à un ensemble d'États qui ont poussé sur le sol de l'ancien Empire ottoman. La Turquie n'échappe pas à cette fluidité dans les relations internationales. Son président actuel, Recep Tayyip Erdogan, voudrait régler un des problèmes majeurs qu'il rencontre en créant un Kurdistan hors de Turquie. Après la mise hors circuit du prince saoudien Bandar ben Sultan (à la suite d'un attentat qui l'immobilisa un an durant), Recep Erdogan se saisit de l'occasion pour le remplacer comme ordonnateur des nombreux groupes djihadistes initialement créés par les États-Unis et leurs alliés. Erdogan prit lui-même le commandement de Daech, derrière le paravent du calife Abou Bakr al-Baghdadi, assurant aussi bien son approvisionnement en armes que la vente de son pétrole. Mais il faut compter maintenant avec un élément nouveau : Israël et l'Arabie saoudite sont désormais opposés à l'idée de créer un Kurdistan et un Sunnistan en Irak et en Syrie., car ces deux États seraient contrôlés par une Turquie qui ne cache plus son ambition impériale. Fortement soupçonné de corruption, Erdogan semble avoir choisi la guerre civile comme seule issue politique personnelle, cela au moment où la politique islamiste de l'AKP aboutit à diviser la société turque qui est en train de se fragmenter. La guerre menée par la Turquie contre sa propre minorité kurde pourrait bien plonger le pays dans une longue et terrible guerre civile.

L'attitude de Recep Erdogan est également instable à l'égard de la Russie. Non seulement la Turquie vient de rompre ses relations économiques avec la Russie, mais elle a procédé encore, conjointement avec l'Ukraine, au transfert et à l'installation au sud-est de l'Ukraine, d'une « Brigade internationale islamiste », une organisation terroriste destinée à déstabiliser la Crimée. D'ailleurs, dès le début de la guerre contre la Syrie, la Turquie avait organisé au Kosovo la formation de djihadistes d'Al-Qaïda, si bien que Daech dispose de camps d'entraînement en Bosnie, à Gornja Maoča, Ošve et Dubnica, placés sous le commandement de Nusret Imamović. Ce personnage, devenu le numéro 3 du front al-Nosra, a aujourd'hui rejoint l'Émirat islamique et les communautés djihadistes bosniaques l'ont suivi dans sa démarche. Or, parmi les djihadistes bosniaques on trouve les anciens combattants de la Légion arabe d'Oussama Ben Laden qui participèrent à la guerre de Bosnie de 1992 à 1995 (à l'époque Ben Laden était conseiller militaire du président Alija Izetbegovic, l'auteur de la fameuse *Déclaration islamique*).



Comme la France, la Turquie moderne est marquée par le cycle Jupiter-Neptune, avec Mars au mi-point (à 7° Balance), relié à l'Ascendant (à 7° Cancer) ainsi qu'à Admète (à 5° Bélier). Le réseau de Mars est relié, à 22° Taureau) à deux axes significatifs en astrologie mondiale : Kronos/Vulcanus, qui définit la nature du pouvoir d'État et les modalités d'exercice de ce pouvoir ; et Pluton/Hadès, significateur de défaillance, de déclin, voire d'effondrement. Les implications de Mars, Jupiter et Ascendant avec le mi-point Kronos/Vulcanus évoquent une grande puissance, avec la possibilité d'augmentations territoriales et certaines tendances au despotisme (que renforce le mi-point Soleil/Vulcanus, qui correspond à un fort sentiment de puissance) ; toutefois, les implications de Neptune et d'Admète laissent planer la menace de l'isolement, voire de la dissolution d'une grande puissance et de la fin d'un pouvoir d'État, qui peut être l'objet de haines et d'une hostilité intense (Zeus/Vulcanus)Hadès). L'axe Pluton/Hadès vient renforcer un pronostic de défaillance, de déclin et d'un éventuel effondrement dans un climat de corruption et d'intrigues ignobles, avec le risque d'attentats perfides et de plans diaboliques. Avec Admète, le mi-point Pluton/Hadès indique le commencement d'une transformation profonde, sans qu'il soit précisé si cela va dans le sens d'une déchéance ou d'une régénération. Les indications supplémentaires apportées par l'axe Jupiter/Neptune ne sont guère favorables, évoquant des alliances qui se refroidissent lentement et des activités aux résultats négatifs, finissant avec des pertes.

Le thème de Recep Tayyip Erdogan s'ancre sur une configuration puissante regroupant Soleil-Lune-Mars sur la zone critique de 8° des signes Mutables (reliés à l'Axe Cardinal) et Admète au carré de l'axe des Nœuds lunaires sur la zone de 23° des signes Cardinaux, qui sera affectée en 2016 par Uranus entrant en conjonction avec Eris, astéroïde de la discorde et de l'anarchie. Le tableau de ce réseau est mitigé : d'une part, on trouve les indications d'une grande expansion, d'une réussite et d'une prospérité consécutive à des débuts difficiles, une capacité de vaincre grâce à la possession d'une force puissante ; d'autre part, le risque d'un développement malsain et excessif, d'une volonté qui échoue face à de trop grandes résistances, d'une entreprise soudainement arrêtée, paralysée – éventuellement du fait d'une révolution. Le carré du Soleil à la conjonction Lune-Mars et tout le réseau qui lui est associé seront affectés, dès la fin 2015 par le carré Saturne-Neptune à 7° Sagittaire-Poissons : une configuration qui peut sceller la fin d'un grand rêve. Pour Erdogan, il s'agit du rêve de créer un nouvel empire turc. Pour l'heure, il est surtout aujourd'hui à la fois le parrain des Frères musulmans et le véritable chef de l'Émirat islamique.

Le peuple kurde est présent en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, mais ne dispose pas d'État propre. Les Kurdes se répartissent d'abord en Turquie (13 à 20 millions), puis en Iran (5 à 6 millions), en Irak (4 à 5 millions) et enfin en Syrie (3 millions). Ils sont un peuple divers avec de très fortes tensions internes : ils ne parlent pas la même langue, ils ont des religions différentes même s'ils sont principalement sunnites, et ils se rattachent à des mouvements politiques antagonistes. Depuis la Guerre froide, ils sont divisés entre pro-américains (la famille Barzani aujourd'hui au pouvoir dans une région d'Irak) et pro-Soviétiques (Öcallan enlevé par les Israéliens en 1999 pour le compte de la Turquie et emprisonné depuis). En Turquie, les Kurdes sont persécutés au nom du panturquisme ; de 1984 à 2000, la répression de l'insurrection du PKK a causé au moins 40 000 morts. Les Kurdes d'Irak sont liés à l'OTAN depuis le début de la Guerre froide. Ils ont servi d'abord Saddam Hussein en luttant contre la Révolution islamique en Iran, puis se sont soulevés contre Saddam lorsque l'OTAN a décidé de s'en débarrasser. Ils disposent d'une autonomie régionale et entretiennent des ambassades à l'étranger. Quant aux Kurdes réfugiés en Syrie pour fuir les persécutions turques, durant la période d'Atatürk et lors de l'insurrection du PKK, ils ont été naturalisés par Bachar el-Assad et Damas leur fournit des armes pour défendre leur région.

Massoud Barzani est l'actuel président des Kurdes d'Irak, où il a instauré un régime clanique caractérisé par le népotisme et la corruption. Son fils, Masrour Barzani, supervise l'ensemble des services secrets kurdes irakiens. A ce titre il a participé aux réunions secrètes d'Amman en mai 2014, co-organisant l'offensive conjointe de l'Émirat islamique et des Peshmergas contre Bagdad. Lors de ces réunions d'Amman, il fut convenu, sous l'égide de Washington et de Tel-Aviv, que l'Émirat islamique et le Gouvernement régional du Kurdistan lanceraient une attaque coordonnée pour s'emparer d'une grande partie de l'Irak. Alors que la presse internationale dénonçait les exactions de l'Émirat islamique en Irak, les Kurdes de Barzani s'emparaient des champs pétroliers de Kirkouk et étendaient leur territoire de 40 %, mettant leur pipe-line au service des djihadistes pour vendre aux Européens le pétrole qu'ils pillaient.

VERS UN REMODELAGE DU MOYEN-ORIENT

Finalement, l'intervention russe en Syrie se produit au moment où l'accord conclu fin septembre 2015 entre la Maison-Blanche et le Kremlin vient mettre fin à la période du « Printemps arabe » qui a, de fait, après l'Afghanistan et l'Irak, plongé dans le chaos la Libye, l'Égypte, la Syrie et le Yémen. Aujourd'hui, l'Alliance atlantique ne peut plus prétendre à la domination globale : l'accord du 14 juillet signifie la consécration du rôle international de l'Iran et de la Russie, ainsi que le maintien au pouvoir du président Bachar el-Assad. Lors de la grande rencontre diplomatique du 30 octobre 2015 qui regroupait, sous l'égide de la Russie et des États-Unis, l'Iran et l'Égypte, la déclaration finale a marqué la défaite des faucons américains : c'est au peuple syrien qu'il revient de décider de l'avenir de la Syrie.



Reste en suspens le sort des deux États fragilisés que sont la Turquie et l'Arabie saoudite. Après le scrutin truqué du 1^{er} novembre et la victoire de l'AKP, c'est une extension de la guerre civile qui menace la Turquie. Dans le contexte du semi-carré Uranus-Neptune, cela peut aller jusqu'à une partition du pays en deux, suivie de la fusion du Kurdistan turc, du Kurdistan irakien et d'un territoire arabe syrien occupé par les Kurdes syriens et les États-Unis. En effet, le YGP et les États-Unis sont en train de conquérir ensemble un territoire arabe au nord de la Syrie ; le YGP s'est retourné contre la République arabe syrienne et la langue kurde est désormais imposée comme langue unique et obligatoire dans les zones qu'il contrôle.

Quant à l'Arabie saoudite, le roi Salman doit encaisser sa défaite au Yémen. Les Émirats arabes unis et l'Égypte se sont retirés de sa coalition et, face à des défections en masse il doit avoir recours à des mercenaires sénégalais et soudanais, voire colombiens. Le prince Mohammed ben Salmane, qui a revendiqué l'initiative de cette guerre au Yémen, a ainsi affaibli l'autorité de son père ; tous deux subissent la contestation des deux clans exclus du pouvoir, ceux de l'ancien roi Abdallah et du prince Bandar. Là aussi il y a risque d'un partage du royaume en trois États.

Si les fronts d'Ukraine et de Syrie s'apaisent, de nouvelles guerres se préparent d'abord autour d'un pseudo-Kurdistan imposé à des populations non-Kurdes colonisées, puis en Turquie et en Arabie saoudite pour diviser ces grands États en plusieurs petits États, conformément au plan de « remodelage du Moyen-Orient élargi » de 2001. Washington n'hésitera pas à détruire ses propres alliés désobéissants, tandis que Moscou veut en finir avec les Frères musulmans et le wahhabisme.

Il ne faut pas oublier, naturellement, que le conflit israélo-palestinien reste le déclencheur potentiel d'une explosion dans tout le Moyen-Orient, une explosion si grave qu'elle affecterait les opérations de toute l'économie-monde, qui se trouve déjà dans une très grande fragilité.

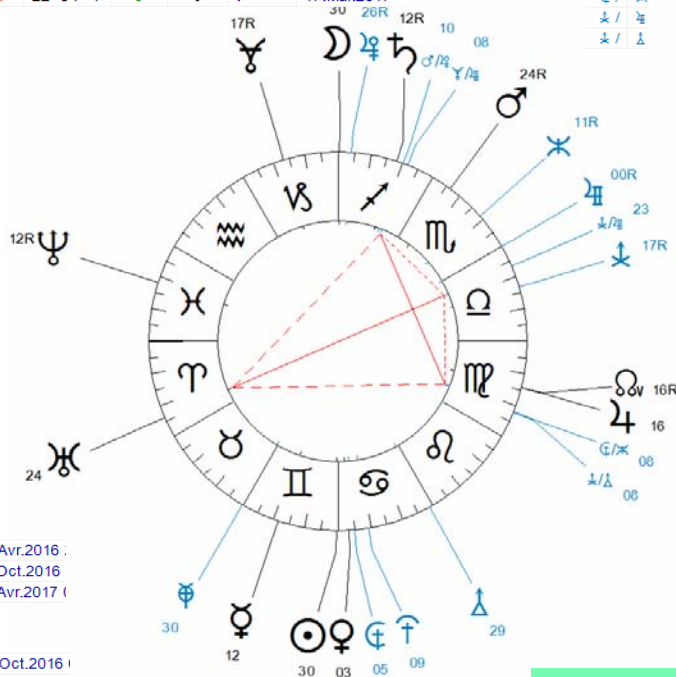
PL – 20 juin 2016
11h02 TU – 29°33
Gemeaux-Sagittaire

La conjonction Uranus-Eris de 2016-2017

UR - 23°53

| | | | | | |
|-----|-----------|---|---|---|-------------|
| Eri | 23° 30' ♊ | ♂ | ♋ | . | 09.Jun.2016 |
| Eri | 23° 17' ♊ | ♂ | ♋ | . | 26.Sep.2016 |
| Eri | 22° 54' ♊ | ♂ | ♋ | . | 17.Mar.2017 |

| |
|-------|
| ♂ / ♋ |
| ♃ / ♌ |
| ♄ / ♍ |
| ♅ / ♎ |
| ♆ / ♏ |



SO-UR

| | | | | | |
|---|-----------|---|---|-----------|-------------|
| ♋ | 20° 27' ♊ | ♂ | ♈ | . | 09.Avr.2016 |
| ♋ | 22° 30' ♊ | ♂ | ♈ | 22° 30' ♈ | 15.Oct.2016 |
| ♋ | 24° 28' ♊ | ♂ | ♈ | . | 14.Avr.2017 |

MA-UR

| | | | | | |
|---|-----------|---|---|-----------|-------------|
| ♋ | 21° 57' ♊ | ♂ | ♈ | 21° 57' ♈ | 29.Oct.2016 |
| ♋ | 22° 00' ♊ | ♂ | ♈ | . | 27.Fév.2017 |

24 – 1-46 / 24-69

D'avril 2016 à la fin février 2017, Uranus transitera (à 23° Bélier) Eris, auquel sont attachées les notions de discorde et d'anarchie. Les zones concernées dans le Zodiaque celles de l'axe du nucléaire (à 8° des signes Mutables) et du milieu des signes Fixes, l'ensemble étant en résonance avec l'Axe Cardinal (0° des signes Cardinaux) et ayant de ce fait une portée universelle.

Dans un climat général de discorde et d'anarchie, il sera sans doute impossible d'établir, à travers le monde, un consensus intellectuel ou spirituel. Mais avec Uranus, on peut s'attendre à un changement soudain de situation, avec des conséquences radicales, que cela se produise à la suite de circonstances extérieures (éventuellement causées par des catastrophes naturelles) ou d'une guerre causant une affliction soudaine.

Bachar el-Assad
 11 sept. 1965 – sh
 Damas
 PL – 10 sept. - 23h32 TU

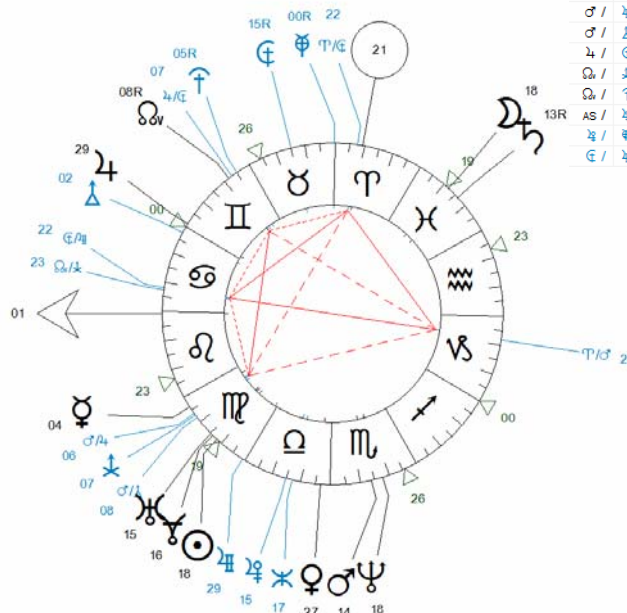
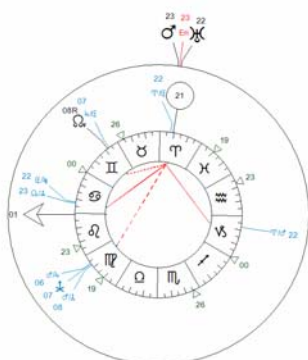
Bachar el-Assad

Zeus – Nœuds

ZE – 67°05

♄ / ♂
 ♄ / ♁
 ♄ / ♁
 ♄ / ♁
 ♂ / ♁
 ♂ / ♁
 ♁ / ♁
 ♁ / ♁
 ♁ / ♁
 ♁ / ♁
 ♁ / ♁
 ♁ / ♁

Transits – 1^{er} mars 2017



67 - 22-67 / 44-89

Cette conjonction Uranus-Eris se situe, dans le thème de Bachar el-Assad, sur le Milieu du Ciel, conjoint à l'axe Point Vernal/Hadès : ce mi-point est en lui-même significateur de pauvreté et de malheur général ; relié au MC, il indique que l'on est personnellement influencé par les choses affligeantes ; et quand Uranus est de la partie, on peut ressentir de la peur ou de l'appréhension. Lorsque ce réseau est stimulé par des transits solaires ou martiens (par conjonction, opposition ou carré), cela peut être une indication de catastrophe, éventuellement de brutalité ou d'actions inadéquates. Les principaux transits solaires et martiens sur la conjonction Uranus-Eris de 2016-2017 sont donc à suivre. En ce qui concerne Bachar el-Assad, le transit le plus significatif nous paraît être celui de Mars transitant au Milieu du Ciel la conjonction Uranus-Eris, le 1^{er} mars 2017.

Charles Ridoux

Amfroipret, le 10 novembre 2015